

# STRUCTURER LES GROUPES INFORMELS DE FINANCEMENT : UNE OPTION POUR BOOSTER L'AUTONOMISATION ÉCONOMIQUE DES FEMMES DU COMMERCE INFORMEL TRANSFRONTALIER À FAIBLES REVENUS

GRAAD Think Tank;

Lankoand#233; G. Damien, Hedwige Nikiand#232;ma, Martin Sawadogo;

© 2021, GRAAD THINK TANK



This work is licensed under the Creative Commons Attribution License (<https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/legalcode>), which permits unrestricted use, distribution, and reproduction, provided the original work is properly credited.

Cette œuvre est mise à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution (<https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/legalcode>), qui permet l'utilisation, la distribution et la reproduction sans restriction, pourvu que le mérite de la création originale soit adéquatement reconnu.

*IDRC Grant/ Subvention du CRDI: 108761-001-Regional integration, improving women's economic situation, and transformation of gender relations in West Africa*





### Structurer les groupes informels de financement : une option pour booster l'autonomisation économique des femmes du commerce informel transfrontalier à faibles revenus

#### MESSAGES CLES

- L'accroissement de l'accès au crédit permet aux femmes du commerce informel transfrontalier de développer leur potentiel et de tirer davantage bénéfice de l'intégration économique de l'espace UEMOA
- Une politique de structuration et de renforcement des capacités des groupes informels de femmes est une alternative pour atteindre cet objectif
- Cette option de politique accompagnera le développement de la ZLECA notamment sa vision d'officialiser les activités informelles de commerce transfrontalier informel

■ Une femme au Marché | ©GRAAD Burkina

Les Notes politiques Genre sont publiées par le GRAAD Burkina avec l'appui technique et financier de ses principaux partenaires comme le Centre de Recherches pour le Développement International (CRDI-Canada). Ces notes ont pour but de fournir des analyses de haute qualité et de recommandations pratiques destinées aux décideurs pour des politiques plus inclusives. Accédez librement et gratuitement à toutes ces notes politiques sur le site web ou les blogs thématiques du GRAAD Burkina [www.graadburkina.org](http://www.graadburkina.org)

Les Notes politiques du GRAAD Burkina sont basées sur des thématiques spécifiques et ont pour but de stimuler la discussion et la prise de conscience sur la situation de la femme africaine et de corriger les inégalités qui persistent en raison des traditions.

Le CRDI en tant que partenaire neutre n'approuve pas nécessairement les opinions ici exprimées.



■ Une femme au Marché  
©GRAAD Burkina

### Contexte

Le commerce en Afrique de l'Ouest est dans son ensemble, en majorité, féminin (Morris et Saul, 2000 ; Marphatia et al, 2000).

Les femmes sont nombreuses dans le commerce informel transfrontalier (CIT). Elles y représentent 70% à 80% des acteurs (UNIFEM, 2009, BordersLess Alliance, 2017p15) à cause des caractéristiques marquées par les échanges de petits volumes de marchandises, l'utilisation de modes de transport traditionnels (Yusuff, 2014 ; Ogonna & Okoroafor, 2004 ; BordersLess Alliance, 2017p18).

Aujourd'hui, le CIT est reconnu comme un segment majeur du commerce transfrontalier régional et une source importante d'emploi, surtout pour les femmes et les jeunes.

Dans un de ses rapports de 2015, la CEDEAO attestait que les activités du CIT sont un socle pour les moyens de subsistance, de sécurité alimentaire et de sécurité des revenus.

Compte tenu de ses impacts positifs pour les personnes à faibles revenus, le CIT est de plus en plus vu comme un instrument de lutte contre la pauvreté, un moyen d'autonomisation économiques de la femme africaine.

Cependant, des obstacles importants, dont celui de l'accès à un crédit adapté demeure une véritable contrainte pour la femme ouest africaine.

### L'analyse

L'objectif de cette recherche a été d'identifier les obstacles et les pesanteurs culturelles socioéconomiques qui empêchent les femmes ouest africaines de développer leur potentiel commercial et de tirer pleinement profit du commerce intracommunautaire.

Cette note politique traite de la question de l'accès au crédit jusque-là posé comme obstacle majeur au développement des entreprises féminines, surtout en ce qui concerne les femmes à faibles capacités financières.

Les analyses se fondent sur des données qualitatives du projet InterGenre-UEMOA réalisées en 2020. Ces données qualitatives sont tirées d'enquêtes menées dans cinq (5) corridors de l'UEMOA auprès d'une centaine d'acteurs (Comité de Gestion de Marchés transfrontaliers, Organisations de commerçant.e.s, Commerçant.e.s, Mairie, Douane, etc.).



■ Une femme au Marché  
©GRAAD Burkina

## Résultats

Les pesanteurs auxquelles font face les femmes africaines en général et les femmes du CIT en particulier, transcendent le domaine socioculturel pour se traduire en véritables obstacles aux niveaux économique et financier.

C'est le cas de l'accès au crédit qui est, au regard de nombreuses réflexions faites aujourd'hui sur le sujet, la résultante des inégalités et discriminations faites à la femme et depuis l'enfance : inégalités dans l'accès à l'éducation, inégalités d'accès aux moyens de production, etc.

En Afrique, les femmes représentent seulement 20% de la population ayant accès à un compte bancaire (BAD, 2015). Cette faible représentativité se constate également en ce qui concerne l'accès au crédit.

Convaincues qu'elles n'y auront pas (voire jamais) accès, de nombreuses femmes, surtout celles à faibles revenus, se résignent très souvent.

Dans le domaine du CIT dans l'espace UEMOA, la présente recherche fait les mêmes constats.

**Une analyse des sources de financement montre qu'elles sont exclues majoritairement du système bancaire classique. Les femmes à faible revenus en sont les grandes victimes, avec pour principal motif, l'absence de garantie.**

Pour faire face à ce problème, à l'instar de nombreux cas constatés ailleurs, les femmes du CIT font appel à la stratégie de la filiation de l'affiliation.

Le mot "filiation" désigne le rapport de famille qui lie un individu à une ou plusieurs personnes dont il est issu. Dans cette recherche, le mot famille est élargi aux amis proches.

Quant à l'affiliation, elle est définie comme l'action de s'associer ou d'être associé à un groupe quelconque pour des motifs précis : club, association, groupe de tontines, mutuelle, etc. Mais comment ces mots viennent-ils à trouver une place dans une analyse portant sur le CIT ?



Des analyses de la recherche, il ressort que **la quasi-totalité (95%) des femmes du CIT qui ont pu démarrer leur activité l'ont fait grâce au soutien financier d'un membre de la famille ou d'un/d'une ami.e. ou d'un groupe d'hommes et/ou de femmes.**

**Dans la plupart des cas, il ne s'agissait pas d'un choix, mais d'un recours ultime** pour les pionnières et finalement, d'une stratégie pour les autres. Au-delà de la famille, l'accès au crédit s'est donc fait par des groupes constitués à dessein.

Sur l'échelle du concept d'autonomisation de la femme, il s'agit d'une stratégie reposant sur le pouvoir de groupe.

Aujourd'hui, les données montrent qu'il ne s'agit plus d'options ponctuelles. Ces recours se sont informellement institutionnalisés (surtout pour l'affiliation) en véritables alternatives stratégiques de contournement de la contrainte d'accès au financement.

**Mais, si la filiation et l'affiliation permettent de contourner un tant soit peu la contrainte d'accès au crédit, en tant que stratégie, elle pose de nombreux problèmes dont les plus importants et les plus pesants sont les suivants : la non-adéquation entre le montant disponible et les besoins de l'activité et la non-coïncidence entre la période du besoin et la période de déblocage des fonds.**

## Implications de politique

Avec la création de la microfinance, il s'agissait de rapprocher les institutions financières du demandeur à faibles capacités financières.

Si pour une certaine catégorie de femmes, notamment celles du milieu urbain, la situation a connu un changement appréciable, pour la femme à faible revenus, le problème reste presque entier. Comme mentionné dans les résultats, 95% des femmes enquêtées qui ont pu démarrer une activité de commerce l'ont fait grâce à l'appui de groupe communautaire.

**Accompagner, structurer, renforcer les capacités de ces groupes semble être une sérieuse alternative à l'accès au crédit pour les femmes à faibles revenus.**

Ces groupes ont des avantages comparatifs et concurrentiels énormes sur les points que sont : l'intégration à la société, la proximité, la connaissance du milieu et de ses besoins.

Ces caractéristiques peuvent servir de base d'innovation pour des produits financiers permettant de pousser plus loin les avancées enregistrées grâce aux systèmes financiers décentralisés et à la microfinance.

## Références

- BAD (2015), Autonomiser les femmes africaines. Indice d'égalité du genre en Afrique, 2015, Groupe de la Banque Africaine de développement, Abidjan 2015
- BordersLess Alliance (2017), Etude sur les problèmes spécifiques que rencontrent les femmes commerçantes sur le corridor Abidjan-Lagos, Programme d'appui pour la libre circulation des produits agricoles en Afrique de l'ouest, BordersLess Alliance, Mars 2017
- CEDEAO (2015), Plan d'action de la CEDEAO sur le genre et le commerce 2015-2020, CEDEAO, 2015
- UNIFEM (2009), Sharing the Findings of the Baseline Studies on Women in Informal Cross-Border Trade in Africa, Addis Ababa: ECA/ATPC Inception Workshop on Mainstreaming Gender into Trade Policy; World Bank
- Yusuff, O. S. (2014). Gender dimension of informal cross-border trade in West Africa sub-region ECOWAS borders. International Letters of Social and Humanistic Sciences, Vol. 29, pp 19-33XXX

## Auteurs

Gountiéni D. Lankoandé, Hedwige Nikiéma, Martin Sawadogo

## Remerciements

Personnel du GRAAB Think Tank

Appui financier

